

SCOOP : PANIQUE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

En salle B37, la lutte contre le terrorisme, très médiatisée, s'avère toujours être un sujet polémique. Comment éviter d'autres attentats tels que le 13-N, Charlie Hebdo, le 11-S ou encore le 11-M, alors que les responsables sont comme une main invisible qui nous échappe ? Face à cette question épineuse, des tensions et de très longues discussions ont eu lieu entre les délégués et ambassadeurs de plusieurs États. Du coup, le débat formel n'a pu se dérouler que le lendemain, du jamais vu !



Coup de théâtre au Conseil de sécurité

“Il faut combattre le feu par le feu” affirme le délégué de la Lituanie. C'est ainsi que débute la discussion des résolutions, dressant deux camps opposés. Le désaccord se résume à la violence : est-elle réellement nécessaire ? La Russie fédère son groupe en

proposant des attaques aériennes, tandis que le Royaume-Uni, soutenu par huit autres nations, montre son hostilité face à cette démarche qu'elle juge trop destructrice.

Même si les pays divergent sur ce sujet, ils sont bien d'accord pour établir un plan éducatif visant à éviter la marginalisation de certains individus et leur radicalisation. Sur ce, la matinée se déroule au gré des résolutions et des amendements.

La présidente du NUMAD Margaux KNIGHT, accompagnée de caméras, a interrompu brutalement le débat. Elle a annoncé une nouvelle alarmante : lors d'un affrontement, Daech a utilisé des armes chimiques à Rakka, en Syrie et à Mossoul, en Irak. Or, en janvier 2016, un accord avait été signé entre les États-Unis et la Russie pour cesser toute production syrienne de ce type d'armement.

La panique s'installe dans la salle et la session est annulée. Il est décidé de fusionner en urgence le Conseil de sécurité avec la commission des Affaires Politiques Internationales. Le reste de la journée est consacré à la résolution de cette crise. Le débat formel aura donc lieu le samedi 20 février, à la salle du Pleno de la Mairie de Madrid.

Nina Ruiz

This is only the appetizer ...

Have you ever wondered who is responsible for the epidemic of obesity? Is our own society to be blamed?

That is one of the main aspects the delegates of the health commission have been debating about over these two days. Viewed as one of the most serious public health problems of the 21st century, it seems to be the right time to solve this global threat and change people's mentalities. This is at least what all the delegates have agreed on - the idea that something had to be done - but unfortunately have so far disagreed on how. Can Afghanistan make an economic priority of a health issue while waging war?

Since we live in a capitalistic society, it is not very surprising that money, or the unequal development of the various countries, should be at the core of the debate. For instance, we cannot ignore the influence the Macdonald's lobby may have over the delegates' decisions. Neither can we ignore the gap between the United States of America and Madagascar.

The solutions are until now mostly preventive. Remarkably, the representative of South Africa suggested a resolution. To sensitize students towards junk food consumption through education programs. But there weren't only positive outcomes. For instance, eliminating junk food on school's menus wasn't possible because the economy didn't allow it, and the terms of the motion weren't precise enough.

We may be surprised by what they will come up with. To be continued...

Estelle Ravoire
Nina Ruiz

La réorganisation des terres agricoles



Au sein du Conseil économique et social, plusieurs amendements, ce matin, ont été proposés pour réglementer l'utilisation des terres agricoles et définir si elles sont arables ou non. Deux thèmes principaux sont apparus : la production de biocarburants et le pourcentage de terres agricoles à louer. Sans surprise, la Chine a manifesté son désaccord face à ces propositions, ainsi qu'à celles portant sur les énergies renouvelables.

Deux camps se sont ainsi dessinés, ceux favorables aux biocarburants et ceux pour les énergies renouvelables. La déléguée de la République démocratique du Congo a alors rappelé que l'exploitation des terres agricoles devait d'abord nourrir les hommes. Même si une grande partie des participants sont contre les agro-carburants, elle considère l'utilisation d'énergies renouvelables inadaptée à ses nécessités. L'Australie a quant à elle fermement interdit la production de biocarburants et milité pour le développement d'installations éoliennes et solaires, financées par les pays acheteurs et plus adaptées à son climat. L'amendement adopté, malgré l'opposition de la Chine et du Qatar, a visé à contenter les attentes du Congo et de l'Australie.

Inès Trafford

Un voyage dans le temps

C'est dans le passé que les délégués de la commission du Conseil de Sécurité Historique se transportent.

En effet, le conseil se tient aux lendemains du bombardement de 8 février 1958 du village de Sakiet Sidi Youssef en Tunisie par l'armée française. Nous sommes alors en pleine guerre d'Algérie. Ce thème se révèle être particulièrement polémique. En jeu, la responsabilité de la France ainsi que les solutions envisagées par la communauté internationale.

Une période dynamique de lobbying engage les discussions. Puis un débat formel aborde la

question du déroulement des événements. La mise en place des résolutions a ensuite été un moment de fortes controverses, malgré les alliances mises en place auparavant. Deux résolutions sont proposées par les délégations de la Chine, du Royaume-Uni et de la Suède. Leur aspiration : mettre en place une paix durable sur cette partie du territoire tunisien.

La première condamne le bombardement par l'armée de l'air française. Elle exhorte la République française à prendre conscience de ses actes et à faire des excuses officielles à la Tunisie. Plusieurs amendements ont

été proposés. La discussion sur la culpabilité des Etats-Unis, qui avaient, sans connaissance des intentions françaises, fourni des avions, n'a pas abouti à un accord. Par contre, la proposition de Panama sur la démilitarisation de la frontière algéro-tunisienne a été votée à l'unanimité. La première résolution a été, au bout du compte, adoptée.

La seconde résolution impose la réparation par la France des infrastructures détruites. L'ensemble des mesures seraient placées sous l'égide de l'ONU. Un amendement de la délégation irakienne propose "l'immobilisation" militaire du FLN (Front de Libération Nationale radicale).

Malgré l'absence d'informations quant à l'issue des négociations, à l'heure où nous imprimons, nous pouvons affirmer que les sessions se sont déroulées avec intensité et investissement de la part des délégués. Affaire à suivre, donc.

Gaspard Collin et Jade Lancelin



L'homme derrière le Numad : Eric Carlier

Il y a cinq ans, à son arrivée au Lycée Français de Madrid, le NUMAD n'existait pas. Dès lors, cet événement, qui s'est d'abord mis en place de manière très modeste, n'a cessé de se développer malgré les difficultés, quintuplant le nombre de ses participants depuis la 1ère édition.

Eric Carlier se sent très fier d'avoir relevé ce défi et compte sur les autres organisateurs pour les années à venir.

En effet, 2016 sera sa dernière participation au NUMAD, en raison de son départ prochain du LFM. C'est pourquoi, l'édition de cette année a une dimension particulière pour lui, et il avoue ressentir une forte émotion, car c'est un projet qui a nécessité beaucoup d'investissement et qui contribue au rayonnement du LFM à travers le monde.

Gaspard Collin

Les États-Unis : déchéance du géant mondial

Lors des délibérations de la commission du contrôle d'internet, un sujet a été particulièrement mentionné : le monopole, dans le monde entier, des Américains sur internet. Dès le début du débat, l'idée de retirer cette suprématie et de la confier à une autre puissance, ou à l'ONU, a été une clause commune à chaque résolution proposée. C'est ainsi que les avantages des États-Unis ont été drastiquement diminués et leur influence sur Internet et la censure dans le monde ont été quasiment réduites à néant.

En premier lieu, les résolutions d'Israël et des pays Arabes ont été rejetées. Ils désiraient la mise en place d'un moteur de recherche mondial afin de supprimer le monopole américain, la possibilité pour chaque pays de censurer les domaines de leurs choix et le Wi-Fi gratuit dans les pays en voie de développement. La précarité des financements de ce projet, déjà peu stable au départ en raison de la liberté des parrains, qui pouvaient choisir à la fois le montant et la durée de leur participation, s'est vue encore accrue par la rétraction des parrains chinois, russes et de l'Arabie-Saoudite. En effet, lors de l'établissement de cette résolution, il ne leur avait pas été dit que l'aide qu'ils apporteraient n'entraînerait aucune rétribution. Pourtant, la délégation américaine, avec l'aide de l'éloquent lobbyiste Google, a défendu avec vigueur la question du monopole américain, soulignant la perte de revenus provoquées par l'arrêt du

fonctionnement des géants de l'industrie américaine : "Toutes nos entreprises sont à la pointe de la technologie", rappelle le représentant de Google. Malgré cette défense motivée, la résolution proposée par la délégation du Danemark, dont la première clause est la suppression du monopole américain, a été adoptée par une écrasante majorité.

Le géant américain se voit donc enlever son contrôle sur Internet, tandis que les pays en voie de développement obtiennent des aides et des infrastructures favorisant l'accès à Internet. Les amendements demandés par l'Iran et la Corée du Sud concernant l'élargissement de la censure ont été également adoptés : elle s'applique désormais aux sites de jeux d'argent, ceux incitant au terrorisme, au cyberharcèlement ou encore ayant un caractère immoral comme la pornographie.

La dépossession des États-Unis ne s'est cependant pas arrêtée là. La majorité des pays a ensuite décidé de créer un moteur mondial alternatif à Google. Ces résultats étaient malheureusement prévisibles en raison de la sous-représentation des alliés américains. Seules la Turquie, l'Arabie-Saoudite et la Corée du Sud se sont opposées aux mesures anti-américaines, et l'absence d'États tels que l'Allemagne ou la France aura été fatale à l'oncle Sam, qui peut à présent être qualifié de nain américain.

Gaspard Collin



Rejoignez-nous sur Facebook !

Page officielle : NUMAD : Nations Unies Madrid - www.facebook.com/numadlfm/

Page "spotted" : Spotted NUMAD 2016 >>> PARTAGEZ ANONYMEMENT VOS POÈMES POUR VOS DÉLÉGUÉS PRÉFÉRÉS!! (envoyez-les par message privé) - www.facebook.com/spottednumad2016/

PERSONNE NE NOUS LIT DE TOUTE FAÇON

LE JOURNAL "HUMORISTIQUE" DU NUMAD

GLAMOUR, GLOIRE ET BEAUTÉ AU NUMAD

Jeudi, au Lycée, l'ambiance sentait le NUMAD. C'est-à-dire que ça sentait les adolescents sur-excités et l'auberge de jeunesse. Ne vous inquiétez pas. Déjà, s'ajoute l'odeur des polos non lavés des huissiers et des journalistes. Hmmm...

Les délégués, énervés, essayaient de se rappeler de leurs discours. Certains faisaient face à leurs dilemmes personnels : Madame LE ou LA proviseur? La tension...

Les discours ont débuté.

Voici nos moments-clés des discours des ambassadeurs :

- L' Afrique du Sud : court et au point. Bon, presque... On ne sait pas ce que les chiens ont à voir avec le NUMAD, mais bon... Discours en mode "je viens d'apprendre que je devais faire un discours", non ?
- La République Démocratique du Congo... Quand tu sais que ton pays n'est ni une république, ni une démocratie, et tu ne veux pas l'avouer. Points en plus pour le patriotisme et la cohésion de groupe, surtout niveau fou rire.
- La Jordanie : cheveux top. Une de nos journalistes veut même essayer cette coupe...
- Panama : toutes les filles connaissent cette sensation d'être sur le point de se ramasser avec des talons. Bravo pour le courage, et suit tes rêves. Tu as tout notre soutien.
- Israël : sa voix douce et sa timidité nous ont convaincus. On peut l'adopter, s'il vous plaît ?
- La Bulgarie : le dernier pays à avoir intégré l'Union Européenne selon elle... Parce que la Croatie n'existe pas ?

Et puis, mentions spéciales côté garçons à l'Afghanistan, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, la Russie, les Etats-Unis, la Malaisie, le Pakistan et la Turquie. Ou, côté filles, l'Ethiopie, le Chili, le Congo, le Maroc, le Panama et la Russie; parce que, dans la diplomatie, le physique compte aussi.

Lucía GARASINO



Les hommes de l'ombre : LES HUISSIERS

Personne ne paraît faire attention à ces hommes en noir, mais les huissiers sont indispensables au bon fonctionnement du NUMAD.

Ils accompagnent les délégués à leurs commissions et sont à leurs petits soins. Sans eux, les longs discours des délégués n'existeraient pas, tout simplement par manque d'eau. Heureusement qu'ils sont là !

Ils veillent également à la sécurité des lieux... Ce fut le cas particulièrement, ce matin, lors du regroupement de la commission des Affaires politiques internationales et du Conseil de sécurité à l'occasion d'une crise ouverte au Proche Orient. L'ambiance était électrique !

Vous ne verrez donc jamais un groupe de délégués sans huissiers à ses côtés. Ce n'est pas sans raison. Ils sont la boussole des invités. Vous pensez qu'ils ont choisi cette fonction pour ne pas assister aux cours ? Ne sous-estimez pas le travail, la volonté et le courage nécessaires pour être huissier !

Uriell Lijour et Inès Trafford



Les anecdotes d'Axelle...

« Quelques délégués ne respectent pas beaucoup les huissiers... On claque des doigts pour nous appeler ou bien on nous fait venir avec un "Euh mon verre n'est qu'à moitié rempli là !" Il a même fallu en reprendre certains. Heureusement, ce ne sont que des exceptions ! »

Les anecdotes d'Axelle...

« Je viens de courir depuis le troisième étage jusqu'au CDI en bas. On me dit : "Tiens... C'est un message super important ! TU DOIS le transmettre impérativement avant que les commissions soient finies". Je fais un sprint sur trois étages et tombe dans les escaliers... Tout ça pour un "j'm'ennuie, on est encore en lobbying"... Parfois, un huissier a des envies de meurtres... »

PHOTOS

